

Une démarche « participative » en trompe l'œil !

Le DG met en place une démarche participative visant à définir ensemble notre vision et nos valeurs pour prétendument « donner du sens » à la transformation France Travail.

Descriptif rapide de « l'usine à gaz » : ateliers participatifs en agence avec participation de tous (volontariat ?), puis réunion régionale puis nationale pour sélectionner « 3 visions et 5 valeurs », puis retour en agence, suivi d'une nouvelle réunion régionale, elle-même suivie d'une réunion nationale pour sélectionner 1 vision et 3 valeurs, et pour finir retour en agence pour organiser un vote d'adhésion, ouf...

Comme un air de déjà vu !

Comme avec la performance par la confiance, le pari de la confiance, Agence de demain, la recherche d'irritants, etc., l'objectif de la DG est de nous faire « adhérer » à l'idée que l'on peut co-construire la philosophie de France Travail et ses choix idéologiques.

Or les agents sont blasés et fatigués de devoir remplir des murs de post-it, gaspiller un temps opérationnel précieux, pour finalement aboutir à des conclusions déjà écrites sans que jamais soient réellement pris en compte les propositions concrètes émanant du terrain.



On touche le fonds !

Jamais le dossier « Notre démarche vision et valeurs » ne mentionne les mots « usagers », « missions » ou « service public ».

Cette démarche participative en trompe l'oeil, insincère, vise en réalité à orienter les esprits, manipuler, faire « adhérer » le personnel à ce qu'il y a de pire dans France Travail (et inciter l'agent récalcitrant, davantage « résistant » que « collaborateur », à quitter l'établissement ?)

Il faut être aveugle pour ne pas voir que la vision est les valeurs de France Travail sont déjà posées :

- Satisfaire uniquement les besoins des employeurs,
- Stigmatiser les privés d'emploi dans une logique adéquatniste et de libéralisation du marché du travail, vers le « plein emploi » précaire et imposé,
- Contraindre les chômeurs et les allocataires des minimas sociaux pour leur imposer des emplois non choisis,
- Renforcer les opérateurs privés,
- Généraliser le « CRE rénové » qui maltraite les usagers et instaure un contrôle des conseillers dont le travail est régulièrement remis en cause par la procédure de contrôle,
- Entériner par le MSA l'externalisation décomplexée de la mission d'accompagnement, confirmant nos craintes en matière de privatisation de la mission d'accompagnement,
- Contrôler de façon incessante les agents GDD (ESA spécifiques, indicateurs supplémentaires, indetification accrue, autocontrôles...),
- Intensifier le pilotage par les résultats à tous les niveaux, avec pression intenable pour les agents,
- Transformer en profondeur les missions du service public de l'emploi, nos métiers et nos conditions de travail.

Tout ceci dans un contexte de sous-effectif au regard des missions actuelles et supplémentaires imposées par France Travail, et avec une NAO 2024 à zéro !

La CGT ne partage pas les mêmes visions et valeurs du service public que la direction de France Travail. Elle invite les agents à ne pas participer ou de façon passive aux divers ateliers et réunions relatives au chantier « Notre démarche Vision et Valeurs ».